



**HAL**  
open science

## Protéger la forêt et ses traditions grâce à la certification commerciale? Trois exemples en aires protégées d'Amazonie brésilienne

Anna Greissing, Guillaume Marchand, Stéphanie Nasuti

### ► To cite this version:

Anna Greissing, Guillaume Marchand, Stéphanie Nasuti. Protéger la forêt et ses traditions grâce à la certification commerciale? Trois exemples en aires protégées d'Amazonie brésilienne. Colloque international " Localiser les produits : une voie durable au service de la diversité naturelle et culturelle des Suds? ", tenu à l'UNESCO, Jun 2009, Paris, France. halshs-00493597

**HAL Id: halshs-00493597**

**<https://shs.hal.science/halshs-00493597>**

Submitted on 20 Jun 2010

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Protéger la forêt et ses traditions grâce à la certification commerciale ? Trois exemples en aires protégées d'Amazonie brésilienne**

Anna GREISSING (doctorante IHEAL/CREDAL et Université Innsbruck), Guillaume MARCHAND et Stéphanie NASUTI (doctorants IHEAL/CREDAL)

### **Résumé :**

Comment la valorisation de certaines espèces typiques d'Amazonie brésilienne peut permettre la préservation conjointe de la sociodiversité et de la biodiversité ? À partir de l'exemple de trois communautés insérées dans des aires protégées de cette région et des instruments de valorisation mis parallèlement en place (certification officielle ou spontanée, indication géographique...), nous chercherons à voir quelles sont les avancées obtenues dans ces domaines. Après avoir identifié leurs objectifs, nous verrons que les mécanismes décrits demeurent par ailleurs discutables. Ainsi, l'éco-certification assure le maintien de la forêt dans son intégrité mais perturbe la transmission des savoirs traditionnels en interdisant le travail infantile. Pour les indications géographiques et autres labels plus ou moins officiels, la dimension environnementale demeure dépendante du bon vouloir des populations, qui auront tendance à privilégier l'aspect social (reconnaissance identitaire ou politique) ou économique (plus-value), au détriment de la préservation de la biodiversité sauvage ou domestique.

### **Abstract :**

How can the valorisation of some Brazilian Amazon's typical species ensure the preservation of both sociodiversity and biodiversity ? With the study of three amazonian communities located in conservation units and their instruments of valorisation (official or spontaneous certification, geographic indication...), we will try to analyse the results obtained in these fields. After describing their specific aims, we will observe that each one of these mechanisms can be discussed. Thus, the eco-certification guarantees the maintain of the forest's integrity while it disturbs the transmission of traditional knowledges with the prohibition of infantile labour. For geographic indications and other labels more or less official, the environmental dimension still depends on the willingness of the population, which prefers to focus on the social (identity and political acknowledgement) and economic (increase of value) aspects. Therefore, the preservation of wild and domestic biodiversity is not warranted yet.

### **Introduction**

Depuis la fin des années 1980, le Brésil a développé un concept propre, appelé "socio-environnementalisme" (*socioambientalismo*), qui propose *un nouveau paradigme de développement promouvant non seulement la durabilité strictement environnementale mais également la durabilité sociale, qu'elle place comme des objectifs de même rang, en établissant une relation d'interdépendance entre la conservation de la sociodiversité et de la biodiversité.*

Sur ces bases, depuis les années quatre-vingt-dix, le gouvernement brésilien a mis en œuvre des politiques de protection de l'environnement basées sur le principe des aires protégées, particulièrement nombreuses dans la région amazonienne. Différents dispositifs ont été conçus (réserves extractivistes, réserves de développement durable, etc.) qui instituent la *protection aux ressources naturelles nécessaires à la subsistance des populations traditionnelles<sup>1</sup>, en respectant et valorisant leur connaissance et leur culture, tout en assurant leur promotion économique et sociale*, confiant aux populations locales une responsabilité environnementale en échange de droits (notamment fonciers), de subventions ou d'aide à la production (SANTILLI, 2005 ; FLEURY et KARPE, 2006). Afin d'assurer la promotion économique et sociale

---

<sup>1</sup> Au Brésil, le concept juridique de « populations traditionnelles » désigne les communautés dont la subsistance repose historiquement sur l'extractivisme des ressources naturelles renouvelables et de façon complémentaire sur l'agriculture de subsistance et le petit élevage, gérées selon des pratiques de faible impact environnemental, (SANTILLI, 2005) ce qui justifie leur insertion dans des dispositifs de protection environnementale.

de ces populations, certaines ressources naturelles ont été privilégiées, faisant de leur caractère "typique" de la région amazonienne et de leur mode de production (respect de l'intégrité physique et culturelle de la forêt) des arguments commerciaux sur le marché national ou international.

Pourtant ces dispositifs, qui se différencient par la place qu'ils confèrent au développement des populations locales, connaissent des succès inégaux. Cette variabilité s'explique notamment par l'introduction ou l'absence de mécanismes d'accompagnement spécifiques à la mise en marché des ressources naturelles (création locale de valeur ajoutée, certification, coopérative) qui s'avèrent essentiels pour créer le substrat économique auquel sont corrélés les bons résultats de ce système de protection de la diversité biologique et culturelle à partir de la valorisation économique d'une ressource naturelle. La présente contribution s'attache à donner des exemples de ces mécanismes de valorisation à travers trois communautés amazoniennes et à étudier leurs éventuels effets tant sur le plan social (reconnaissance de la traditionnalité) qu'environnemental (conservation des espèces sauvages ou des variétés locales).

## **I. Présentation des expériences, un triptyque territoire/ressource/mécanisme de valorisation**

### **I.1 Le babaçu de la réserve Ciriaco : l'autolabellisation comme instrument de lutte politique**

Instituée en 1992 au titre de la protection du palmier babaçu<sup>2</sup> (*Orbignya spp.*), en tant que ressource naturelle et support culturel, la réserve extractiviste (RESEX) de Ciriaco (8084 ha, 150 familles) a été implantée dans une zone d'arrière front pionnier aujourd'hui déboisée à plus de 80%. La noix de babaçu, cassée manuellement par les femmes, peine à trouver des débouchés commerciaux, tandis que l'activité de « casseuse » est fortement dévalorisée dans l'imaginaire local car liée à l'état de pauvreté. Les populations de la RESEX ont préféré se tourner vers l'agriculture et l'élevage soutenues par leur autorité de tutelle (IBAMA<sup>3</sup>) et l'association locale (ATARECO<sup>4</sup>). Malgré ce déclin du babaçu dans l'économie des ménages, celui-ci est utilisé très activement en tant que symbole dans un discours identitaire et politique, relayé médiatiquement par le MIQCB<sup>5</sup>.

L'instauration d'une aire protégée pour le babaçu en sol amazonien signifie que cette espèce et sa population emblématique font partie intégrante du paysage au même titre que les *seringueiros*<sup>6</sup> ou *castanheiros*<sup>7</sup>. Le MIQCB se sert actuellement de la commercialisation des produits dérivés du babaçu comme vitrine de sa lutte politique, et a ainsi donné le jour à une gamme de produits estampillés « durables, traditionnels et amazoniens ». Cette « appellation » répond à un mécanisme d'autolabellisation, établi hors de toute instance de certification officielle. Cette certification informelle exprime l'origine (non géographique, mais du type d'espace –unité de conservation) et l'identité historique (savoir-faire traditionnel partagé depuis plusieurs générations). Elle porte la caution institutionnelle de l'IBAMA qui atteste d'une production en harmonie avec la nature et celle du MIQCB, qui affirme l'identité des productrices.

### **I.2 La noix du Brésil dans la RDS Iratapuru : certification de la production et paiements des droits d'accès aux connaissances traditionnelles**

---

<sup>2</sup> Extrêmement difficile à détruire, résistant au feu, le palmier babaçu est une espèce adventice. Ainsi, après les brûlis précédant l'ouverture de pâturages, le babaçu demeure souvent le seul symbole de végétation témoignant encore d'une présence forestière. Bête noire des *fazendeiros*, symbolique de la forêt dégradée, le babaçu est ainsi, hors de sa zone d'influence culturelle, connoté très négativement et dénigré en tant qu'espèce représentative de l'écosystème amazonien.

<sup>3</sup> Institut Brésilien de Ressources Naturelles et Renouvelables

<sup>4</sup> Association des Travailleurs agro-extractivistes de la RESEX de Ciriaco

<sup>5</sup> Mouvement interétatique des casseuses de noix de babaçu

<sup>6</sup> Saigneurs de l'*Hevea brasiliensis* ou collecteurs de latex.

<sup>7</sup> Collecteurs de la noix du Pará (*Bertholletia excelsa*)

La réserve de développement durable (RDS<sup>8</sup>) du fleuve Iratapuru (806 184 ha) a été créée en 1997 par le gouvernement de l'Amapá. Elle était destinée à garantir l'accès aux châtaigniers du Pará (*Bertholletia excelsa*) à une quarantaine de familles vivant dans la communauté São Francisco do Iratapuru et souffrant des différents projets de production de bois à cellulose du « Jariland<sup>9</sup> » (DROULERS, 2004). Malgré la création d'une coopérative en 1992 (la COMARU<sup>10</sup>) et de nombreux investissements étrangers afin de la rendre opérationnelle et productive (Banque Mondiale, FFEM<sup>11</sup> ou le PPG-7<sup>12</sup>), les populations locales avaient des difficultés à vivre correctement de leur activité extractiviste.

En 2003, l'entreprise de cosmétiques Natura développe la gamme de produits « *Ekos* », dont la stratégie marketing repose sur la biodiversité amazonienne et l'aide aux petits producteurs. L'entreprise se tourne alors vers la communauté d'Iratapuru pour la fabrication d'huiles de noix du Pará, de breú branco (*Protium heptaphyllum* March.) ou de copaíba (*Copaifera langsdorffii* Desf.).

L'expérience de la Natura est particulièrement intéressante pour les mécanismes juridiques et financiers mis en œuvre pour la valorisation des ressources naturelles et des savoir-faire des habitants de la RDS. En 2004, l'entreprise finance la certification FSC<sup>13</sup> des aires de collecte, instrument mondialement reconnu pour assurer la « bonne conduite » de la production et lui donnant une valeur ajoutée non-négligeable. Elle innove également en acquérant les droits d'exploitation du patrimoine génétique du breú branco auprès du CGEN<sup>14</sup> et s'engage à payer pour le droits d'accès aux connaissances traditionnelles associées à la collecte et à la transformation des produits achetés, donnant réalité aux principes formulés par la CBD<sup>15</sup> pour protéger les nations et leurs ressortissants de la biopiraterie (SEMAL, 2007). Enfin, elle propose de reverser à la communauté une partie des fonds issus de la vente des produits *Ekos* mentionnant les composants produits par la COMARU (0,5 % du chiffre d'affaire après impôts). Pour l'instant, ce fonds n'a servi qu'au désendettement de la coopérative, la Natura imposant un contrôle très strict sur son utilisation afin qu'il ne soit pas utilisé de manière anarchique (urbanisation désordonnée, nouvelles pressions sur l'environnement).

### **I.3 Une indication géographique pour les productions fruitières de la petite paysannerie du Sud-Est du Pará ? Les discussions en cours dans l'APA do Igarapé Gelado...**

L'APA do Igarapé Gelado a été créée en 1989 à des fins avant tout environnementales : la protection de la forêt ombrophile submontagnarde. Contrairement aux RDS et aux RESEX, les APA des années 1980-1990 n'avaient pas vocation à la préservation culturelle ou au développement socio-économique. Comme les abattis/brûlis et l'exploitation des ressources naturelles sont fortement réglementés, les modes de subsistance en leur sein sont très souvent perturbés (RODRIGUES et al., 2003 ; MARANGON et AGUDELO, 2004 ; DUMORA, 2006).

---

<sup>8</sup> Reserva de Desenvolvimento Sustentável

<sup>9</sup> La Jari Florestal e Agropecuária Ltda, propriété de D.K. Ludwig, était destinée à gérer un territoire de plus d'un million d'hectares notamment pour l'arboriculture de croissance rapide afin de produire de la cellulose en grande quantité. Cette appropriation massive d'espace à la fin des années 1960 aurait alors privé un grand nombre de communautés de leurs modes traditionnels de subsistance. Malgré les nombreuses revendications d'accès aux ressources naturelles, les anciens occupants de la région du Jari, n'obtiendront gain de cause que dans les années 1990 avec la création de la résex Cajari (481 650 ha) et la RDS Iratapuru.

<sup>10</sup> Cooperativa mista dos produtores e extrativistas do Rio Iratapuru

<sup>11</sup> Fond Français pour l'Environnement Mondial

<sup>12</sup> Programme Pilote pour la protection des forêts tropicales financé par les pays du G-7, en 1997, il décide de financer, en contrepartie de la création de la RDS, la construction d'une usine de biscuits afin que la communauté puisse atteindre des marchés plus distants et varier sa production.

<sup>13</sup> Forest Stewardship Council, représenté au Brésil par l'Imaflora (Institut de Gestion et de Certification forestière et agricole).

<sup>14</sup> Conselho de gestão do patrimônio genético

<sup>15</sup> Convention sur la Diversité Biologique.

Face aux difficultés à vivre de l'agriculture traditionnelle, les agriculteurs décident de se tourner vers l'agro-extractivisme fruitier. En 1997, avec deux autres associations de petits producteurs du municipe de Parauapebas, ils créent une coopérative afin d'assurer un débouché à leur productions. La COOPER<sup>16</sup> connaît alors plusieurs phases de croissance jusqu'à la création, en 2005, d'un réseau de coopératives fruitières autour d'elle. Ce réseau, baptisé FECAT<sup>17</sup> regroupe une dizaine de coopératives concentrées dans le Sud-Est du Pará, possède déjà une marque enregistrée auprès du ministère de l'agriculture brésilien et tente de mettre en place une indication géographique (« les fruits du Sud-Est du Pará »). Ce genre d'indication est encore peu fréquent au Brésil<sup>18</sup> et s'inspire largement du modèle français (DESPOBLINS, 2004). Contrairement à ce qui nous a été annoncé sur place par l'agence<sup>19</sup> qui s'occupe des démarches pour la COOPER, il ne s'agit pas d'une AOC<sup>20</sup> mais bien d'une IGP<sup>21</sup>, ce qui témoigne du manque d'expérience en la matière. Plus qu'une relation homme/nature spécifique et l'utilisation de variétés locales, il s'agit de valoriser ici le savoir-faire des agriculteurs de la région, certaines espèces utilisées étant parfaitement génériques comme l'açaí (*Euterpe oleracea*) et le cupuaçu (*Theobroma grandiflorum*) ou exotiques comme le tamarin (*Tamarindus Indica*).

## II. Quelles avancées en matière de préservation de la biodiversité et de la sociodiversité amazonienne ?

### II.1 Quelles logiques de valorisation des productions locales en Amazonie brésilienne ?

Comme ces trois exemples l'illustrent, les mécanismes de valorisation des produits locaux suivent différentes logiques. Les plus prisés restent la certification écologique ou biologique ainsi que les réseaux d'économie solidaire ou équitable. Le recours à des agences de certification, exigé par la loi brésilienne, est un luxe auquel toutes les associations amazoniennes n'ont pas accès (PACHECO-ORMOND et al., 2004). Sans la Natura, la RDS aurait-elle pu s'engager sur cette voie ?

Les tentatives alternatives à la certification officielle, comme la « certification participative » sont peu onéreuses à mettre en place. Contrairement à la première qui est souvent individuelle, la seconde consiste à valoriser la production d'un groupe de producteurs qui doivent se surveiller et s'épauler les uns les autres, sous le regard d'observateurs extérieurs qui attestent de leur bonne conduite, soit des institutions officielles (l'IBAMA à Ciriaco), soit des groupes de consommateurs comme cela est pratiqué dans le Sud du Pays (PACHECO-ORMOND et al., op.cit). Ce genre de certification, proposée par des ONG nationales<sup>22</sup>, n'a toutefois aucune reconnaissance sur le plan national ou international et limite de fait les productions aux échelles locales et régionales moins rémunératrices. Parfois, elle sert davantage un discours politique qu'une véritable stratégie économique, le cas de Ciriaco en est un bon exemple. La labellisation y a été envisagée non comme soutien à la production mais comme un outil de lutte : la commercialisation des produits domestiques du babaçu permet d'accentuer la visibilité du mouvement et d'en renforcer l'ancrage traditionnel, fondement de son identité politique. L'autocertification reflète ici les partenariats favorisés par les producteurs, qui se sont tournés vers des acteurs du domaine politique plutôt qu'économique.

---

<sup>16</sup> Cooperativa Mista dos Pequenos Produtores da Região de Carajás

<sup>17</sup> Fédération des Coopératives de l'Araguaia-Tocantins, ce réseau de coopératives a été créé de manière informelle dès 2001 puis consolidé grâce à un financement du PPG-7 en 2005.

<sup>18</sup> Par exemple : les fruits du Cerrado portée par l'entreprise FRUTASÃ du Maranhão (MMA, 2006) et le Juçara de la forêt Atlantique (*Euterpe edulis*) déposé par la Fundação Florestal de São Paulo (Mac Fadden, 2005).

<sup>19</sup> Il s'agit de l'ARCASU ou Agência Regional de Comercialização do Sudeste do Pará.

<sup>20</sup> Appellation d'origine contrôlée traduite par *Denominação de Origem* par l'Instituto Nacional da Propriedade Industrial (INPI).

<sup>21</sup> Indication Géographique Protégée

<sup>22</sup> La plus connue étant le réseau Ecovida

Le système des indications géographiques, AOC ou IGP, souffre dans l'ensemble des mêmes lacunes (coût de certification) et d'un manque de consensus au niveau international : l'ADPIC<sup>23</sup> laisse pour l'instant de côté la relation spécifique homme/nature des AOC pour ne s'intéresser qu'aux savoir-faire des IGP, ce qui peut laisser quelque doute quant à la préservation effective de la biodiversité. Ils restent dans l'ensemble méconnus dans les pays du Sud bien que des tentatives aient vu le jour dès les années 2000 (DESPOBLINS, 2004), comme dans l'APA do Igarapé Gelado où le processus d'IGP n'a toujours pas abouti.

## II.2 Préserver la traditionnalité, mais laquelle ?

Si on admet aisément que la certification est une « *manière [efficace] d'entretenir de façon formelle des savoirs et des pratiques partagés* » (BERARD et MARCHENAY, 2006), son association à la notion de traditionnalité peut avoir des effets incertains.

Dans le cas des casseuses de babaçu, le groupe lui-même perçoit que sa caractérisation en tant que « traditionnel » a été un des éléments de sa valorisation politique. De fait, la perspective d'évolution technique a été mal interprétée : ayant été identifiées comme traditionnelles alors que les casseuses exerçaient leur activité à partir d'un outillage rudimentaire, l'archaïsme devient à leurs yeux une condition *sine qua non* de cette reconnaissance. En contrepartie, la pénibilité du travail manuel, non compensée par un renouvellement des techniques ou des formes de transformation, en a désintéressé les jeunes générations.

Cette question de la sclérose des techniques et de la transmission des savoirs se retrouve de manière quelque peu différente à Iratapuru. Le processus de collecte est là aussi resté sensiblement le même, ce qui impose des coûts de production assez élevés. En revanche, la certification s'accompagne d'effets problématiques. Par exemple, elle n'autorise pas la main d'œuvre infantile : comment les adolescents d'Iratapuru pourront-ils recevoir l'apprentissage nécessaire à l'exercice de la profession de *castanheiros* s'ils n'apprennent pas le métier avec leurs parents durant la saison de la collecte ? Pourront-ils maintenir le degré de familiarité avec la forêt qui justifie l'appellation de « populations traditionnelles » ?

Être considéré comme un produit typique d'une région telle que l'Amazonie, dotée d'une puissance évocatrice et porteuse d'une charge positive indéniable sur les marchés conventionnels ou différenciés, est une stratégie commerciale recherchée. Les agriculteurs familiaux, montrés du doigt dans les années 1980 et 1990 comme responsables du désastre écologique, cherchent aujourd'hui à bénéficier du « capital sympathie » dont les extractivistes et les amérindiens font l'objet en s'inscrivant dans la sociodiversité amazonienne. Pourtant, dans les fronts pionniers du Sud-Est du Pará, l'idée de protéger par une IGP des savoir-faire traditionnels attachés aux productions fruitières est en soi discutable. D'une part parce que les agriculteurs rencontrés ont pu modifier certaines espèces fruitières locales, pratiquer des sélections etc. La traditionnalité qui leur est associée est largement construite par ces derniers et les ONG qui les accompagnent. D'autre part parce que ce sont des conduites parfaitement traditionnelles de cultures sur brûlis et de contrôle des pâtures par les incendies qui ont conduit à la rapide dégradation des sols en Amazonie (THERY, 1997). Traditionnalité ne correspond pas toujours à durabilité (BACO et al, 2007)... Les agriculteurs se lancent donc dans la promotion d'autres activités « classiques » mais plus écologiques, parmi elles, les systèmes de polyculture et les jardins-vergers traditionnels, même si leur surface reste dans l'ensemble réduite face aux surfaces dévolues aux pâtures conventionnelles. L'agro-extractivisme demeure une activité peu prisée par les agriculteurs car elle ne correspond pas vraiment à leur modèle culturel : déboiser pour planter...

La valorisation des produits locaux est probablement, avant tout, une démarche identitaire, une recherche de reconnaissance. Quel que soit le mécanisme de valorisation usité nous avons remarqué que les populations visitées, qui avaient une forte tendance à se déprécier, changeaient peu à peu d'opinion sur

---

<sup>23</sup> Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touche au commerce

leur propre situation. Les mécanismes de valorisation mis en œuvre participent à la reconstruction de l'identité paysanne et extractiviste, les populations arrivent à mieux se situer dans une dynamique régionale : la préservation de la biodiversité à Iratapuru, des productions agricoles plus responsables dans l'APA do Igarapé Gelado, une lutte pour l'accès aux ressources naturelles à Ciriaco.

### **II.3 La protection de la biodiversité par la valorisation d' « espèces phares » est-elle vraiment efficace ?**

Dans les régions où l'environnement est soumis à de fortes pressions, en conjonction avec des conditions de vie précaires, les populations rurales contribuent parfois elles-mêmes à sa dévastation, sous la promesse d'un revenu rapide (LENA, 2002). De fait, la valorisation d'une espèce spécifique, lorsqu'elle s'accompagne de perspectives économiques, peut inciter les populations qui détiennent le savoir-faire de sa transformation à opter délibérément pour le maintien d'un mode de vie de faible impact sur l'environnement, et les inciter à s'engager plus largement dans la protection de la nature. Dans ce cas, ce sera la valeur culturelle de certaines espèces qui servira de truchement pour construire une relation respectueuse envers la nature.

A Iratapuru, la valorisation commerciale des produits sur des niches de marché semble réaffirmer chez les populations locales la volonté de protection de la nature, et atteste de l'efficacité de la relation « protection des ressources naturelles/valorisation commerciale différenciée ». Il est vrai que les populations n'intervenaient que très peu sur le couvert végétal ; mais leur dépendance trop importante aux cycles naturels a néanmoins entraîné des crises régulières de production, liées notamment au vieillissement de certains châtaigniers dans les zones de collecte.

Au delà d'une forte pression sur la ressource, la survalorisation de certaines espèces peut parfois entraîner des confusions ou des comportements aberrants.

Dans l'APA do Igarapé Gelado, même si les jardins vergers regroupent un grand nombre d'espèces locales ou modifiées (environ une soixantaine selon GUILLAUMET et al., 1990), il semble que pour les plantations commerciales les agriculteurs préfèrent s'appuyer sur des produits normalisés. Ainsi les semences d'açaí utilisées pour les plantations ne proviennent pas de souches locales mais de cultivars de l'EMBRAPA<sup>24</sup>, originaires du nord-est de l'État, car jugés plus précoces et plus productifs. Il existe pourtant d'autres variétés mieux adaptées au climat et aux sols locaux, mais l'açaí commun est celui qui rencontre le plus d'acceptation sur le marché. Pour le coup, la diversité variétale risque à terme d'être menacée. La diversité sauvage n'est pas sans danger non plus. Dans les zones de cultures, des années de brûlis successifs ont considérablement appauvri le stock des semences contenu dans les sols, seules les adventices les plus vivaces subsistent. Pour les zones parcourues pour l'extractivisme, des études récentes menées sur les pratiques de gestion des forêts inondées par des populations traditionnelles extrayant les baies d'açaí montrent leur tendance à faire de ces forêts des zones de végétation quasi-monospécifique, sacrifiant volontiers d'autres espèces commercialisables mais jugées moins rentables (HOMMA et al, 2006 ; WEINSTEIN et MOENBURG, 2004).

Dans le cas du babaçu, la mise sous protection a effectivement entraîné une reprise de végétation. Mais pour autant que cette forêt soit endogène et naturelle, le caractère prédateur de l'espèce donne lieu dans un premier temps à une forêt quasi-monospécifique, à forte densité, dénigrée par les environnementalistes, qui rend impossible les activités agricoles et la pousse d'autres espèces. Aucune gestion de la forêt n'a été instaurée, et les discours exaltant l'espèce lors de la mise sous protection ont créé de fortes confusions dans l'esprit des habitants, qui ont peur de couper les palmiers au risque d'amendes et d'expulsions. Ces coupes seraient pourtant nécessaires pour augmenter la diversité spécifique végétale.

### **Conclusion**

---

<sup>24</sup> Entreprise brésilienne de recherche agropastorale

Nous avons vu au travers de nos trois exemples que, selon la logique mise en place, les mécanismes de valorisation des ressources locales actionnent des leviers différents pour garantir une préservation conjointe de la biodiversité et de la sociodiversité. La certification écologique dans la RDS Iratapuru maintient la canopée originelle intacte mais tend à perturber la transmission des savoir-faire aux nouvelles générations.

Au niveau de la traditionnalité, les processus de labellisation ont tendance également à artificialiser les activités que l'on tend à protéger, alors que certaines améliorations permettraient de rendre le travail moins pénible (le cassage de la noix de babaçu est un exercice périlleux) et plus sûr (éviter les problèmes de production de la noix du Pará) et plus rentable. La question de la transmission, de la détention collective du savoir ainsi que la profondeur historique deviennent alors essentiels à considérer pour que la traditionnalité puisse s'affranchir de la sclérose technique et demeurer une qualité positive du développement socio-économique des communautés.

Au niveau de la biodiversité, nous avons vu que la valorisation d'espèces amazoniennes phares n'est pas un gage absolu de diversité variétale (uniformisation des souches d'açaí), ni même de la diversité sauvage qui les jouxte (prédominance du babaçu). Mis à part pour les processus de certification écologique, les autres labels dépendent souvent du bon vouloir des communautés et des associations de producteurs en la matière (MARCHENAY, 2005).

En dépit de leur combinaison avec des dispositifs de protection environnementale, la tendance observée est plutôt à la valorisation économique (plus-value sur un marché différencié) et sociale (reconnaissance culturelle, appartenance à la région amazonienne, défense de l'accès à une ressource), qu'à la véritable protection de l'environnement dans son ensemble. De fait, les risques de disparition sont grands. Les agriculteurs et extractivistes amazoniens risquent de ne vouloir protéger que les espèces qui leur sont utiles... Dans le cas des « indications géographiques », la protection de la diversité cultivée et sauvage est inégale. La diversité culturelle entre souvent dans le cahier des charges d'une AOC tandis que dans une IGP la protection de souches variétales n'est pas obligatoire, or le deuxième mécanisme est celui qui est le plus souvent valorisé à l'international. Au niveau de la diversité sauvage, bien qu'elle soit un élément du « terroir » ou du territoire que l'on cherche à protéger, les mécanismes de protection à son égard demeurent peu précis. Dans les deux cas, il semble légitime de se demander : que deviendront les espèces cultivées/domestiques ou sauvages non spécifiquement protégées ?

Que ce soit pour la certification officielle, participative ou la création d'une IGP, l'existence de structures associatives ou coopératives fortes pourrait être un gage de durabilité sociale (BRODHAG, 2000), puisque les bénéfices tirés de ces mécanismes de valorisation auront plus de chance d'être distribués équitablement. L'emploi du conditionnel est volontaire puisqu'à Iratapuru, la communauté n'a toujours pas eu accès au fonds Natura et demeure très dépendant de ce partenaire ; l'IGP de la COOPER n'a pas encore abouti et le label de Ciriaco n'a pour l'instant qu'une reconnaissance informelle sur les marchés différenciés. L'amélioration des conditions de vie grâce à ces mécanismes de valorisation commerciale n'a pas encore été prouvée. Cependant, lors de ce processus, la mise en relation des communautés avec diverses institutions leur a parallèlement donné accès à d'autres financements (compensation environnementale) et instruments (allocations familiales, services de santé, pensions de retraite, scolarisation, etc.).

### **Bibliographie :**

BACO, M.N. et al., 2007. Les savoirs paysans traditionnels conservent-ils encore l'agrobiodiversité au Bénin ? *Biotechnologies, agronomie, société, environnement*, vol 11, n°3, pp. 201-210

BERARD, L. et al., 2005. *Savoirs et savoir-faire naturalistes locaux : l'originalité française*. VertigO, vol.16, n°1, 12 p.



BERARD L. et MARCHENAY Ph., 2006. « Biodiversité culturelle, productions localisées et indications géographiques » 3ème colloque international du réseau SYAL “Systèmes Agroalimentaires Localisés” Alimentation et Territoires « Alter 2006 », Baeza, 18-21 octobre 2006, 20 pages

BERARD, L. et MARCHENAY, Ph., 2007. *Produits de Terroir, Comprendre et agir*, Paris : CNRS disponible à l’adresse Internet [www.ethno-terroirs.cnrs.fr](http://www.ethno-terroirs.cnrs.fr)

DESPOBLINS, G., 2004. « La dynamique de qualification des produits de l’agriculture familiale au Sud du Brésil ». *Agroalimentaria*, vol.19, disponible à l’adresse Internet [http://www2.bvs.org.br/scielo.php?pid=S1316-03542004000200004&script=sci\\_arttext](http://www2.bvs.org.br/scielo.php?pid=S1316-03542004000200004&script=sci_arttext)

DROULERS, M. *L’Amazonie vers un développement durable*. Paris, Armand Colin, 2004, 219 pages

FLEURY, M. et KARPE, P., 2006, « Le parc national de Guyane : un arbitrage difficile entre intérêts divergents », *Journal de la société des américanistes*, vol. 92, n°1-2, p. 303-325

GUILLAUMET, J.-L. et al., 1990. « Les jardins-vergers familiaux d’Amazonie Centrale : un exemple d’utilisation de l’espace ». Turialba, vol. 40, n°1, pp. 63-81

HOMMA, A.K.O. et al, 2006. « Açaí, novos desafios e tendências ». *Amazônia Ciências e Desenvolvimento*, v.1, n° 2, p.7-23

LENA, Ph. 2002, « As políticas de desenvolvimento sustentável para a Amazônia : problemas e contradições », *Boletim Rede Amazônica*, Ano 1, n°1, p. 9-22.

MARANGON M. et AGUDELO L., 2004 . « Uso da Paisagem e Conservação: tensões sócio-ambientais e diálogo de saberes em UCs », *Revista educação & tecnologia*,. v. 8, n. 1, 2004, p. 1-23

MARCHENAY, Ph., 2005. « Conserver vivant, savoirs et pratiques locales : une gageure ? » in Berard, L. et al (dir.) Biodiversité et savoirs naturalistes locaux en France. Paris, CIRAD/IDDRI/INRA/IFB, pp. ?

MMA, « PPG-7. Subprograma Projetos Demonstrativos. Estudos da Amazônia : avaliação de 20 projetos ». *Experiências PDA*, n° 5, 2004, 80 pages

MMA, « APRURAM, produção, beneficiamento e comercialização dos produtos de sistemas Agroflorestais ». *Série Sistematização*, n° 5, 2006, 68 pages

PACHECO-ORMOND, J.G. et al., 2002. « Agricultura orgânica : quando o passado é futuro ». *BNDES Setorial*, n° 15, p. 3-34

PLANO AMAZONIA SUSTENTAVEL, Brasília : Ministério da Integração Nacional, Ministério do Meio Ambiente, Ministério do Ordenamento, Orçamento e Gestão, Casa Civil da Presidência da República, 2006, 102 pages

RODRIGUES, A. et al., « ¿ Es correcto pensar la sustentabilidad al nivel local ? Un análisis metodológico a partir del estudio de caso en una área de protección ambiental en el litoral sur del Brasil ». Theomai, primer semestre, número 007, 2003,14 pages

SANTILLI, J. , 2005. *Socioambientalismo e novos direitos. Proteção jurídica a diversidade biológica e cultural*, São Paulo, Peirópolis, 2005, p.303.

SEMAL, J. 2007. « Brevetabilité du vivant : du biobrevet au bio-big bang ». *Cahiers d'agriculture*, vol. 16, n°1, pp. 41-48

THERY, H. (éds), 1997, *Environnement et développement en Amazonie brésilienne*. Paris, Belin, 208p.

WEINSTEIN, S. et MOEGEMBURG, S., 2004. "Açaí palm management in the Amazon Estuary : Course for conservation or passage to plantations". *Conservation and Society*, 2,2, pp. 315-346